

M. le Président,
Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames, Messieurs les représentants des Etats, des organisations intergouvernementales et de la société civile,
Distingués invités,

Je vous remercie de m'inviter à prendre la parole à cette session du Forum politique de haut niveau visant à faire avancer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au cœur duquel 17 objectifs de développement durable ont été fixés en 2015 pour chercher à relever les défis auxquels l'humanité et la planète sont confrontés.

La session qui nous rassemble va se concentrer sur l'objectif 5, qui vise à parvenir à l'égalité du genre et à autonomiser toutes les femmes et les filles.

Il sied de rappeler qu'à l'instar des droits humains, les objectifs de développement sont aussi indivisibles et se renforcent tous mutuellement. Il est donc illusoire de croire que nous parviendrons en 2030 à réaliser les 17 objectifs sans respecter avant tout les droits humains des femmes et sans garantir effectivement la pleine participation de plus de la moitié de l'humanité.

Quel constat pouvons-nous faire aujourd'hui en 2022 ?

Malgré une mobilisation sans précédent des femmes qui ont arraché leurs droits durant le 20^e siècle en défiant l'ordre patriarcal et en modifiant les normes de genre – terreau des discriminations et des inégalités –, malgré l'adoption de nombreux traités et l'organisation de la Conférence de Beijing et tout récemment du Forum Génération Egalité, malgré des progrès réalisés au cours des dernières décennies au niveau des droits civils et politiques, mais aussi économiques, sociaux et culturels, l'inégalité entre les femmes et les hommes n'est toujours pas une histoire du passé.

En effet, en ce début de 21^e siècle, de nombreuses jeunes filles sont toujours privées de leurs droits à l'éducation et sont mariées avant même d'être majeures ; les normes sociales et légales discriminatoires et rétrogrades sont toujours légion ; à travail égal, les salaires restent inégaux ; les femmes sont systématiquement sous-représentées dans les Parlements, les gouvernements et les postes de direction ; et un tiers des femmes et les filles continuent d'être victimes de violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie.

Ce constat amer est d'autant plus inquiétant que les acquis d'hier demeurent fragiles : nous observons des menaces persistantes voire croissantes sur les libertés fondamentales et une tendance à la régression qui pèsent sur les droits acquis par les femmes : la récente décision de la Cour Suprême des Etats-Unis violant les droits sexuels et reproductifs en remettant en cause le droit à l'avortement illustre cette situation.

Mesdames, Messieurs,

Dans le contexte de la pandémie du Covid-19 qui a non seulement exacerbé les discriminations et creusé les inégalités mais aussi entraîné une augmentation des violences faites aux femmes - alors qu'elles ont joué un rôle prépondérant dans les réponses à apporter à la crise, tant au niveau de la société que de la famille -, il est crucial que la communauté des Etats réitère son engagement à respecter le principe de l'universalité des droits des femmes et à consacrer les ressources nécessaires à la réalisation de cet objectif, notamment en soutenant la société civile et les organisations de base. Les acquis d'hier doivent impérativement être réaffirmés aujourd'hui pour être consolidés demain !

C'est dans ce contexte que je tiens à partager avec vous le fruit des recommandations du Conseil consultatif du G7 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, dont j'ai eu l'honneur d'assurer la co-présidence avec Nadia Murad en 2019, lors de la Présidence de la France. Avec diverses personnalités, nous avons identifié 79 mesures législatives progressistes adoptées par des législateurs issus de tous les continents, et nous avons proposé un bouquet législatif orienté sur 4 axes, visant à :

- Mettre fin à la violence basée sur le genre ;
- Assurer le droit à l'éducation et à la santé pour tous ;
- Promouvoir l'autonomisation économique ; et enfin
- Assurer l'égalité complète entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques.

Une réelle mobilisation pour implémenter ces 4 priorités constituera le tremplin privilégié non seulement pour réaliser l'objectif 5 mais aussi un grand nombre des autres objectifs de l'Agenda 2030-.

Les Chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés dans le cadre du Partenariat de Biarritz à mettre en œuvre ces recommandations, notamment en intégrant dans leur système national au moins une loi progressiste relative aux droits des femmes et en supprimant celles qui les discriminent.

La loi est un instrument puissant de changement et nous invitons les Etats à répondre à cet appel à l'action orienté sur des réformes légales visant à garantir l'égalité dans tous les secteurs. En outre, nous exhortons les décideurs politiques à combler le fossé existant entre les lois et les conventions et la réalité vécue par les femmes à travers le monde, et ainsi lutter contre les injustices et l'impunité, qui sont plus souvent la norme que l'exception en matière de crimes à caractère sexuels et sexistes.

Mesdames, Messieurs,

L'égalité entre les sexes n'est pas une question qui concernent seulement les femmes, il s'agit d'un impératif qui concerne l'avenir du monde. Nous appelons les Etats à faire de l'égalité une priorité de leur politique tant nationale qu'étrangère ainsi que de leur aide publique. Réaliser le plein potentiel des femmes représente la clé pour parvenir au développement durable, au progrès sociétal et à la prospérité, mais nécessitera une prise de conscience profonde de l'ensemble de la société.

Alors que de nombreuses études montrent déjà que l'on ne parviendra pas à atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes en 2030, il n'y a pas de place pour la fatalité : nous

exhortons les responsables politiques, religieux et économiques d'être aussi audacieux que le sont les femmes pour construire un monde plus inclusif, plus prospère et plus pacifique où les femmes jouiront dignement des mêmes droits que les hommes, dans l'intérêt de l'humanité et de la planète.